



Arrêté n° 41-2022-05-31-00001

**Portant modification des prescriptions de l'arrêté d'autorisation n° 99-0281 du 28 janvier 1999
applicables à la société KNAUF INDUSTRIES EST à VERNOU-EN-SOLOGNE**

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du président de la République du 6 janvier 2021 nommant en conseil des ministres monsieur François PESNEAU, préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2662 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : combustion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-0281 du 28 janvier 1999 autorisant les activités de fabrication de polystyrène expansé, modifié par arrêtés complémentaires du 24 mars 1999, du 27 avril 2007, du 24 avril 2015 et du 18 juillet 2017 ;

Vu le courrier du 7 novembre 2007 de l'exploitant déclarant le démantèlement et l'élimination du transformateur et de l'accumulateur présentant des PCB ;

Vu le courrier du 12 mai 2010 de l'exploitant au préfet sollicitant le bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique n° 2662 modifiée par décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 ;

Vu le courrier du 13 novembre 2012 de l'exploitant au préfet informant de modifications apportées aux installations classées du site (entre 2008 et 2012) ;

Vu le courrier du 27 octobre 2014 de l'exploitant au préfet sollicitant le bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique n° 2661 modifiée par décret n° 2013-1301 du 27 décembre 2013 ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant datée du 23 juin 2015 (reprise par la société KNAUF INDUSTRIES EST depuis le 1^{er} avril 2015) ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant délivré le 20 juin 2016 ;

Vu le rapport Inventaire faune-flore et évaluation Natura 2000 sur le site de KNAUF INDUSTRIES à VERNOU-EN-SOLOGNE de septembre 2018 ;

Vu la mise à jour de l'étude de dangers du site KNAUF INDUSTRIES à VERNOU-EN-SOLOGNE du 24 mai 2018 ;

Vu le rapport de fonctionnalité des zones humides et identification des mesures de compensation et d'accompagnement sur le site de KNAUF INDUSTRIES à VERNOU-EN-SOLOGNE d'octobre 2019 ;

Vu les réponses de la société KNAUF INDUSTRIES au courrier de la DREAL du 22 novembre 2019 (référence 2019-421 / MAD) portant sur des demandes complémentaires concernant le positionnement du projet au regard de l'évaluation environnementale, de l'acceptabilité des rejets dans la rivière La Bonne Heure, la mise en conformité des prélèvements par forage et ses autres modifications et leurs conditions d'exploiter ;

Vu le porter à connaissance reçu le 6 octobre 2020, rapport référencé R.20.0002 du 17/07/2020, relatif au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure incendie et du volume eaux d'extinction d'incendie et relatif à la configuration du site intégrant la réorganisation suite à l'arrêt de l'activité découpe ;

Vu l'avis du service d'incendie et de secours formulé par courrier du 7 décembre 2020 ;

Vu le porter à connaissance du 15 mars 2021 relatif à la demande de modification de la prescription à l'article 3.1.1 (prélèvements en eau souterraine) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 janvier 1999 ;

Vu le rapport et les propositions du 26 avril 2022 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a formulé aucune observation dans le délai imparti ;

Considérant que les évolutions apportées aux installations classées et à leur exploitation et décrites dans les documents joints aux courriers transmis par l'exploitant à la préfecture susvisés constituent une modification notable mais non substantielle au regard de la réglementation ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour le classement des installations et de modifier certaines prescriptions (actualisation des prescriptions particulières notamment) ;

Considérant que les dispositions du présent arrêté permettent de protéger les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

Article 1.1.1. Exploitant

La société KNAUF INDUSTRIES EST, dont le siège social est situé ZAC Grenoble Air Parc 38590 SAINT-ETIENNE-DE-SAINT-GEOIRS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur la commune de VERNOU-EN-SOLOGNE des installations classées détaillées dans les articles suivants et situées 15, rue de Chambord 41230 VERNOU-EN-SOLOGNE.

Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions des articles des arrêtés préfectoraux n° 99-0281 du 28 janvier 1999 et n° 41-2017-07-18-001 sont complétées ou modifiées par les prescriptions du présent arrêté.

Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (hors installations non classables)

La liste des installations classées de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2017 est remplacée par la liste suivante :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature des installations	Critère de classement	Seuil du critère	Volume maximal autorisé
2661.1	E	Transformation de polymères 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression	<u>Installations existantes :</u> Bâtiment B (expansion) Bâtiment D3 (moulage) Bâtiment I1 (moulage) Bâtiment D1 (pré expansion)	la quantité de matière susceptible d'être traitée	≥ 10 t/j mais < 70 t/j	28 t/j **
2662	D	Stockage de polymères	<u>Installations existantes :</u> Bâtiment A1 (stockage de matières premières)	le volume susceptible d'être stocké	≥ 100 m ³ mais < 1000	380 m ³

			Polystyrène expansible)		m ³	
2663.1	E	Stockage de polymères 1. A l'état alvéolaire ou expansé	<u>Installations existantes :</u> Bâtiment C1 (stockage en silos de billes PSE) Bâtiment E1 (stockage de produits finis PSE) Bâtiment E2 (stockage de produits finis PSE) : réduction de la capacité maximale (ratio de 80%) : – 143 m ³ Bâtiment C2 (stockage de billes PSE broyées) Bâtiment E3 (stockage de produits finis PSE) : réduction de la capacité maximale (ratio de 80%) : – 309 m ³ Bâtiment D4 (stockage moules et stockage provisoire de produits finis en attente d'évacuation) <u>Installations nouvelles :</u> Zone de stockage extérieur de billes PSE en silos (3x600 m ³ = 1800 m ³) Bâtiment I4 (stockage de produits finis PSE) : : capacité de stockage de 1 328 m ³	le volume susceptible d'être stocké	≥ 2000 m ³ mais < 45000 m ³	19 109 m ³
2910.A	DC	Installations de combustion A. Lorsque l'installation consomme [...] du fioul lourd [...]	Chaudière de production de vapeur de puissance thermique 10,1 MW	la puissance thermique maximale	≥ 2 MW mais < 20 MW	10,1 MW
2921.a	E	Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle	2 tours aéro-réfrigérantes (TAR)	La puissance maximale	≥ 3000 kW	3692 kW
1532	NC	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne	Aire extérieure de stockage de palettes	Le volume stocké	< 1 000 m ³	< 1 000 m ³

		<p>relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :</p> <p>1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m³</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur à 20 000 m³.</p> <p>b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>				
--	--	---	--	--	--	--

(*) A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration ; DC : Déclaration avec contrôle périodique
Volume maximal autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

** L'exploitant réalise un suivi des volumes moyens de production journalière (t/j) sur la base d'un suivi mensuel des volumes produits et des heures de fonctionnement machines. Ce suivi est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ouvrage	Désignation – rubrique IOTA	Régime	Débit	Volume autorisé	Profondeur
Forage	<p>11.2.0. Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, d'un puits ou ouvrages souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion des nappes d'accompagnement de cours d'eau pas pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1) Supérieur ou égal à 200 000 m³/an (A) 2) Supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an (D)</p>	Déclaration	23 m ³ /h	133 000 m ³ /an	33,4 m

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune de VERNOU-EN-SOLOGNE, section AN parcelles n° 11, 14, 43, 44.

CHAPITRE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 – DURÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1. Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives.

CHAPITRE 1.5 – PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT – OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

Sans objet.

CHAPITRE 1.6 – MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.6.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.6.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.6.3. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.6.4. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Article 1.6.5. Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.6.6. Cessation d'activité

Sans préjudice des dispositions des articles R. 512-39-1 et pour l'application des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant :

- usage industriel en cas de réutilisation des bâtiments,
- usage conforme au PLU en cas de démolition des bâtiments (zone UIb).

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

En tout état de cause, pour assurer la mise en sécurité de son site, l'exploitant doit notamment procéder, dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêt de l'exploitation, à :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la coupure de l'ensemble des utilités du site (alimentation en eau, alimentation en électricité, alimentation en gaz, etc.) ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.7 – RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

CHAPITRE 2.1 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

2.1.1 Article 3.1.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-0281 du 28 janvier 1999 – Prélèvements d'eau

Le 4e paragraphe de l'article 3.1.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-0281 du 28 janvier 1999 est modifié comme suit :

« Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont limités à :

- *23m³/h*
- *552 m³/jour*
- *133 000 m³/an. »*

2.1.2 Article 3.1.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-0281 du 28 janvier 1999 – Nature des effluents

L'article 3.1.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-0281 du 28 janvier 1999 est remplacé comme suit :

« Les eaux vannes (EU) des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur. Elles devront être raccordées au réseau d'assainissement communal dès que possible.

L'ensemble des eaux pluviales (polluées ou non), les eaux de ruissellement (Er) et les eaux industrielles (EI) susceptibles d'être polluées devront être raccordées au bassin de confinement d'une capacité de 972 m³.

Les eaux de refroidissement (Eref) sont en circuit semi-fermé (présence d'aéroréfrigérants). »

2.1.3 Article 3.1.12. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-0281 du 28 janvier 1999 – Bassin de confinement

Le 1er paragraphe de l'article 3.1.12. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-0281 du 28 janvier 1999 est modifié comme suit :

« Les réseaux susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordées à un bassin de confinement d'une capacité de 972 m³.

Les travaux nécessaires à la réalisation de ce bassin sont réalisés au plus tard le 30/06/2024. »

CHAPITRE 2.2 – PRÉVENTION DES RISQUES

2.2.1 Article 3.5.9.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-0281 du 28 janvier 1999 – Risques incendie – dispositions constructives

Le 3^e paragraphe de l'article 3.5.9.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-0281 du 28 janvier 1999 est modifié comme suit :

« La partie supérieure des bâtiments de fabrication et de stockage comporte à concurrence d'au moins 1 % de la surface de toiture, des éléments permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées et de la chaleur. Cette exigence ne s'applique pas pour les zones suivantes :

- *bâtiment E3*
- *zones repérées E2, B et C2 du bâtiment E2*
- *partie Est (repère 2) du bâtiment E1. »*

2.2.2 Article 3.5.9.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-0281 du 28 janvier 1999 – Risques incendie – ressources en eau

L'article 3.5.9.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-0281 du 28 janvier 1999 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'établissement dispose en interne d'une réserve d'eau incendie répondant aux dispositions suivantes :

- *être en mesure, en toutes saisons, de fournir 360 m³/h pendant une durée de 2 heures*
- *qui demeure toujours accessible aux véhicules lourds d'incendie par un cheminement sûr.*

A proximité immédiate du plan d'eau sont aménagées 3 aires d'aspiration stabilisées de 32 m² minimum chacune (8x4) répartie sur son demi-périmètre. Elles doivent permettre la mise en œuvre aisée des matériels d'incendie.

Les travaux nécessaires pour disposer d'une ressource en eau suffisante pour la défense de l'établissement en cas d'incendie sont réalisés au plus tard le 31/07/2022. »

2.2.3 Article 3.5.9.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-0281 du 28 janvier 1999 – Risques incendie – matériel de lutte

L'article 3.5.9.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-0281 du 28 janvier 1999 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Des extincteurs (régulièrement vérifiés) adaptés au risque à défendre, en nombre suffisant, doivent être placés dans des endroits facilement accessibles.

Le site est également doté en extincteurs sur roue (45 l Eau pulvérisée avec ou sans additif ou 50 kg poudre BC ou ABC) à raison de 1 extincteur par fraction au sol de 1 000 m² sur chacune des installations (zones de stockage et zones de fabrication) du site.

L'exploitant doit s'assurer trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue et en bon état. »

2.2.4 Aménagements des prescriptions générales

En référence à la demande de l'exploitant (article R. 512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont aménagées, suivant la disposition suivante :

L'installation est dispensée de l'exigence de robinets d'incendie armé (RIA) pour ces bâtiments.

En référence à la demande de l'exploitant (article R. 512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions de l'article 2.2.14 de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont aménagées, suivant la disposition suivante :

L'installation est dispensée de l'exigence de robinets d'incendie armé (RIA) pour ces bâtiments.

En référence à la demande de l'exploitant (article R. 512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions de l'article 2.2.14 de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont aménagées, suivant la disposition suivante :

L'installation est dispensée de l'exigence de robinets d'incendie armé (RIA) pour ces bâtiments.

En compensation à ces dispositions, l'exploitant met en œuvre les mesures précitées à l'article 2.2.3 du présent arrêté.

CHAPITRE 2.3 – STOCKAGE DE MATIÈRES PLASTIQUES

Article 2.3.1 – Aménagements des prescriptions générales

2.3.1.1 Bâtiment I4 – stockage de produits PSE

Le bâtiment I4 n'est fermé que sur 65.3 % de sa surface. Il n'est donc pas considéré comme un stockage couvert en application de l'article 1 de l'annexe I de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif à la rubrique 2663 de la nomenclature des ICPE. Il n'est donc pas soumis aux obligations mentionnées dans les articles 2.2.6 à 2.2.12 de cet arrêté du 15 avril 2010.

En référence à la demande de l'exploitant (article R. 512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions des articles 2.2.2; 2.2.13, 2.4.1, 5.4 de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663 sont aménagées, pour le bâtiment I4 de stockage de produits finis, suivant les dispositions suivantes :

2.3.1.1.a – Aménagement de l'article 2.2.2 de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663

En lieu et place des dispositions de l'article 2.2.2 « Accessibilité des engins à proximité de l'installation » de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Une voie « engins » au moins, dans l'enceinte de l'établissement, est maintenue dégagée pour la circulation et le croisement le long de la façade ouest du bâtiment I4 et est positionnée de façon à ne pas être obstruée par l'effondrement de cette installation et par les eaux d'extinction.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;*
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;*
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;*
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;*
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles définies aux 2.2.4 et 2.2.5 et la voie engin.*

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les quarante derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité. »

2.3.1.1.b – Aménagement de l'article 2.4.1 de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663

En lieu et place des dispositions de l'article 2.4.1 « Stockages » de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Le stockage de produits PSE dans le bâtiment I4 est organisé en un îlot unique. Il abrite un volume maximum de 1328 m³ de produits PSE. L'organisation du stockage est la suivante :

- *gerbage sur palettes sur 2 niveaux maximum*
- *organisation des stockages au sol :*
 - *2/3 de la surface occupée par le stockage à proprement parler, soit 361 m² environ, le résiduel constitué par les zones de circulation*
 - *sur la base de la surface dédiée au stockage : 361 m² et du gergage des palettes sur 2 niveaux maximum, la capacité maximum de stockage en palettes dans le bâtiment est évaluée à 177 palettes au sol compte tenu de l'espacement nécessaire entre palettes.*
La capacité de stockage totale au sein du bâtiment est donc de 354 palettes compte tenu du gergage sur 2 niveaux.

Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de l'îlot unique, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage.

La hauteur des stockages n'excède pas 12,5 mètres.

Les matières combustibles sont stockées sur des îlots séparés d'au moins 5 mètres des îlots de produits dont 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé.

Une distance minimale d'1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

L'installation est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie.

Les stockages situés à l'extérieur des locaux abritant des installations relevant des rubriques 2661, 2662, 2663 de la nomenclature des installations classées sont séparés des limites extérieures de la dalle silo par un espace libre d'au moins 5 mètres. »

Article 2.3.1.1.c – Aménagement de l'article 2.2.13 de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663

L'article 2.2.1.b de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2017-07-18-001 est abrogé pour le bâtiment I4.

En référence à la demande de l'exploitant (article R.512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions de l'article 2.2.13 de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont aménagées, suivant la disposition suivante :

L'installation est dispensée de l'exigence de robinets d'incendie armé (RIA) pour ce bâtiment.

2.3.2 Réduction de la largeur de stockage de 1,5 m à l'ouest au sein du bâtiment E3

Le stockage est interdit à l'intérieur du bâtiment E3 dans l'espace d'une bande de 1,5 m le long de la façade l'ouest. Pour ce faire, l'exploitant met en place dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté une cloison intérieure en bardage métallique simple peau au sein du bâtiment E3 pour délimiter la bande de 1,5 m depuis la façade Ouest du bâtiment E3.

2.3.3 Réduction de la largeur de stockage de 1 m à l'est au sein du bâtiment E2 (partie sud)

Le stockage est interdit à l'intérieur du bâtiment E2 dans l'espace d'une bande de 1 m le long de la partie sud de ce bâtiment. Pour ce faire, l'exploitant met en place dans un délai de 3 mois à compter

de la signature du présent arrêté une cloison intérieure en bardage métallique simple peau au sein du bâtiment E2 pour délimiter la bande de 1 m depuis la façade Est du bâtiment E2 (partie sud).

2.3.4 Distance d'isolement entre le bâtiment E1 et l'aire extérieure de stockage de palettes

Une distance d'isolement minimum de 15,9 m est maintenue en permanence entre le bâtiment E1 et l'aire extérieure de stockage de palettes.

CHAPITRE 2.4. INSTALLATIONS DE REFROIDISSEMENT TAR

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2013 (APGE 2921) sont applicables.

CHAPITRE 2.5. INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 sont applicables.

TITRE 3 – MESURES COMPLÉMENTAIRES

Article 3.1 Mesure d'émissions sonore dans l'environnement

Au plus tard six mois à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant réalise des mesures d'émissions sonores dans l'environnement afin de confirmer/infirmier le dépassement d'urgence en limite de propriété ouest.

Au regard des résultats, l'exploitant statuera sur la conformité de ses installations avec l'article 5.1 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 avril 2010 relatif à la rubrique 2663 de la nomenclature des installations classées.

Article 3.2 Mesures compensatoires

Le bâtiment I4 de stockage de produits finis en PSE n'est pas équipé de détection automatique d'incendie (DAI).

Les travaux nécessaires à l'installation de la DAI seront réalisés au plus tard au 31/08/2023.

Jusqu'à la réalisation des travaux d'installation de la DAI, l'exploitant doit maintenir les rondes de surveillance mise en place toutes les 8h associées à la tenue d'un cahier d'enregistrement de ces rondes afin de vérifier l'absence de danger et de risques « départ de feu ».

Article 3.3 Projet d'agrandissement de la lagune et impact sur le milieu

Dans le cadre du projet d'agrandissement de la lagune existante pour gérer les eaux pluviales et les eaux d'extinction incendie, l'exploitant met à jour l'évaluation de l'impact sur les zones humides identifiées sur le site, ainsi que les mesures compensatoires à mettre en œuvre le cas échéant.

TITRE 4 – ARTICLES D'EXÉCUTION

CHAPITRE 4.1 – NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par voie postale avec accusé de réception. Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de VERNOU-EN-SOLOGNE et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de VERNOU-EN-SOLOGNE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° une copie dudit arrêté sera également adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 ;
- 4° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher pendant une durée minimale de quatre mois.

Copie est adressée à la sous-préfète de ROMORANTIN-LANTHENAY et au directeur régional de l'environnement et de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire.

CHAPITRE 4.2 – SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

CHAPITRE 4.3 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, la sous-préfète de ROMORANTIN-LANTHENAY, le maire de VERNOU-EN-SOLOGNE, le directeur régional de l'environnement et de l'aménagement et du logement de la région Centre – Val de Loire, et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Blois, le **31 MAI 2022**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Nicolas HAUPTMANN

Délais et voies de recours en page suivante

Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de département, Préfecture de Loir-et-Cher – BP 40 299 – 41 006 BLOIS CEDEX ;,
- un recours hiérarchique, adressé à Madame La Ministre de la Transition Écologique et Solidaire : Direction Générale de la Prévention des Risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92 055 LA DÉFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.